

The page features a decorative graphic consisting of three blue circles of varying sizes, each with a darker blue center and a lighter blue outer ring. These circles are arranged vertically and are connected by thin, light blue lines that extend from the top-left and bottom-right corners of the page towards the circles. The text 'RAPPORT D'ACTIVITES 2012' is positioned in the lower-left area of the page.

**RAPPORT D'ACTIVITES
2012**



PREAMBULE : Pour continuer à assurer au mieux les missions qui sont les siennes, la Chambre doit s'adapter aux exigences d'un environnement socio-économique en mutation constante. Ainsi, à l'instar de la Côte d'Ivoire qui a fait de la relance économique sa cheville ouvrière en 2012, l'exercice de la Chambre au cours de l'année écoulée, s'est inscrit dans une dynamique de renforcement de ses structures en vue d'améliorer ses prestations vis-à-vis des adhérents.

Le présent bilan sera axé sous un double angle organisationnel et fonctionnel.

I. LE BILAN ORGANISATIONNEL

Il s'analyse tant sur le plan structurel (A) qu'au niveau administratif (B).

A. Au plan structurel

Au plan structurel, Il est à noter l'acquisition de nouveaux locaux plus spacieux; signe que la Chambre se développe comme en témoigne l'évolution du nombre d'adhérents qui est passé de 80 membres en décembre 2011 à 96 membres en décembre 2012.

B. Au plan Administratif

Il y eu un renforcement des ressources humaines traduit par trois embauches simultanées en CDD. Les recrutements ont eu lieu en mai 2012. Il s'agit de :

- Eugène KANGA (Formation juridique) en qualité d'Assistant aux Commissions Développement Durable, Intégration Régionale et Transport & Logistique
- Marie Claire OBIO (Formation juridique) en qualité d'Assistant à la Commission Education et Formation
- Flora KOFFI (Formation juridique) en tant que Chargée d'Information et de Communication.

Les nouveaux collaborateurs ont en charge commune le développement des relations de proximité avec les adhérents à travers des visites ponctuelles et des visites spécifiques selon les activités et les thématiques en cours (questionnaires, recensements, sondages).

Ce renforcement du personnel permanent, qui se justifie par le développement de la Chambre et de ses activités, présente plusieurs avantages notamment:

- l'appui permanent aux Commissions ainsi que la présence de la Chambre aux activités publiques,
- la création d'un service d'information et de communication dédié à la fluidité et à la régularité des informations diffusée aux adhérents,
- le renforcement de la relation de proximité de la Chambre avec les adhérents etc.

II. LE BILAN FONCTIONNEL

Le fonctionnement de la Chambre repose essentiellement sur les Commissions (A), les événements (B), le dialogue permanent avec les autorités publiques et les organisations corporatistes (C), les outils de la Communication (D).

A. Les Commissions

Fondement de notre organisation, les commissions sont le moteur des activités de la Chambre. Leurs travaux sont fondamentalement et étroitement relatifs aux activités des autorités publiques ivoiriennes. Les Commissions qui se sont réunies à intervalle régulier, généralement une fois par mois, agissent sur des problématiques ponctuelles ou sur des sujets d'actualités relatives à l'environnement des affaires.

Avant d'évoquer leurs réalisations au cours de l'exercice (2), il convient de présenter les différentes commissions et leurs présidents respectifs (1).

1. Les sept commissions et leurs présidents

Santé & Droit Social	Jean Louis MENUDIER (UNIWAX) et Christian DELMOTTE (GMP)
Fiscalité	Jean-Luc RUELLE (KPMG)
Juridique	Me Jean-François CHAUVEAU (CABINET CHAUVEAU)
Intégration régionale	Philippe STEFFAN (GRANDS MOULINS D'ABIDJAN)
Transport & Logistique	Marc MESSANA (DELMAS CI) et Joel HOUNSINOU (SITARAIL)
Education & Formation	Henri BEDARIDA (MANUT. AF. CI) et Thierry COLATRELLA (KPMG)
Développement Durable	Martine DUCOULOMBIER (DIALOGUE PRODUCTION)

2. Les réalisations au cours de l'exercice

Les Commissions se sont réunies à intervalle plus ou moins régulier, généralement une fois par mois, au cours de l'année 2012. Ainsi :

- **La Commission Fiscalité** a participé activement au projet de loi portant révision du Code des Investissements et à la préparation de l'Annexe Fiscale 2012. En outre, elle a œuvré à la préparation de la rencontre CCE-CI/ DGI sur l'annexe fiscale 2012 et la politique fiscale 2012-2015. Par ailleurs, ses travaux ont porté sur l'imposition des ivoiriens naturalisés au regard de la contribution employeur et la préparation du séminaire sur la politique fiscale. La Commission a également entamé une réflexion de fond sur le thème « Comment la politique fiscale de la Côte d'Ivoire peut-elle contribuer à en faire un Etat émergent à moyen terme? », en perspective notamment de l'organisation d'un séminaire en collaboration avec des experts fiscaux et l'administration fiscale.
- **La Commission Santé & Droit Social** a axé ses travaux sur la réforme de la retraite; l'important projet de réforme du code du travail et l'état d'avancement de la Couverture Maladie Universelle. A la suite de ces travaux, un dossier d'observations a été constitué et transmis au Premier Ministre ainsi qu'à la CGECI aux fins d'une harmonisation des actions.
- **La Commission juridique**, intervenant de manière transversale selon les sujets abordés par les autres commissions, a principalement travaillé sur le projet de réforme du code de travail en synergie avec la Commission Santé et Droit Social.
- **La Commission Education et Formation** a réalisé 03 actions majeures. La première est l'amorce d'un partenariat écoles techniques/Secteur privé visant à répondre efficacement et durablement à la question de l'inadéquation entre les formations académiques et les besoins des entreprises. L'INPHB de Yamoussoukro a ouvert la marche de cette série de **dialogue écoles techniques/Secteur privé le 12 juin dernier**. Par ailleurs, la Chambre a été cooptée en qualité de membre du Conseil d'Institut de l'INPHB. La seconde activité est la **Signature d'une Convention de Partenariat entre la Chambre et le PEJEDEC, financement de la Banque Mondiale, le 19 octobre 2012**. A travers ce partenariat, la Chambre tente de répondre à la préoccupation des entreprises relativement à la problématique de l'adéquation formation-emploi. 25 entreprises ayant adhéré au projet offrent, sur une année, 475 postes de stage aussi bien dans des filières techniques qu'administratifs. Outre l'intérêt pour les entreprises, ce partenariat a pour avantage majeur de conférer une notoriété à la Chambre et confirmer son positionnement dans le tissu socio-économique; d'autant plus que ce projet est une première s'agissant de financement direct de projets dans le secteur privé par un bailleur de fonds d'une telle

envergure. Depuis la signature de la Convention de Partenariat, soit en l'espace d'un trimestre, l'on enregistre une centaine de bénéficiaires effectivement dans le dispositif. La troisième activité est l'organisation d'une matinale de formation, **le 22 novembre 2012**, sur le thème : « **De la gouvernance Corporate à la gouvernance opérationnelle, Comment s'assurer que l'entreprise est sous contrôle ?** ».

- **La Commission Développement Durable** a poursuivi les travaux concernant l'élaboration d'une plaquette Développement Durable (pour échanges de bonnes pratiques) et le recueil de propositions de projet commun à soumettre si possible à financement. S'agissant de la plaquette, elle met en valeur les pratiques et actions des adhérents en matière de Développement Durable. Quant aux propositions de projets, nous avons entre autres, le projet journées Eurocham qui doit voir la définition de thèmes pertinents (mettant par exemple en relation Développement Durable et fiscalité). Par ailleurs, une charte Développement Durable a été élaborée et amendée.
- **La Commission Intégration Régionale** a principalement travaillé sur des sujets relatifs, entre autres, à l'évolution des négociations APE/UEMOA/CEDEAO notamment sur la question des règles d'origine et le Tarif Extérieur Commun (TEC), l'impact de la création des juridictions consulaires sur les entreprises, etc. Dans le cadre de ses activités, elle entretient une relation étroite avec la délégation de l'Union Européenne et le Ministère de l'Intégration Africaine qui participent aux séances de travail.
- **La Commission Transport & Logistique**, quant à elle, s'est appesantie sur une thématique importante qui est la difficulté d'application du Règlement UEMOA n°14/2005/CM/UEMOA relatif à l'harmonisation des normes et des procédures du contrôle du gabarit, du poids, et de la charge à l'essieu des véhicules lourds de transport de marchandises dans les Etats membres de l'UEMOA. Les activités de cette Commission ont donné lieu à une audience avec M. BAFFAH KONE, Conseiller technique du Ministre des Transports, le mardi 19 juin 2012, en vue de préparer une séance de travail avec le Ministre des Transports.

Il faut souligner qu'en raison du recoupement des thématiques qu'abordent les Commissions Intégration Régionale et Transport & Logistique, les responsables desdites Commissions ont décidé qu'elles soient fusionnées aux fins de dynamiser les travaux.

En outre, conformément à la demande des adhérents de disposer d'informations relatives aux activités des Commissions, les ordres du Jour des réunions de travail sont systématiquement diffusés à tous les adhérents et les PV des réunions de travail mis à disposition des membres sur le site Internet, dans la rubrique "Commissions". Par ailleurs, un point sur les informations et alertes à diffuser à tous les adhérents, selon les sujets d'actualité traités, est systématiquement intégré à l'ordre du jour de chacune des réunions.

B. Les événements

Le Plan d'actions 2012 prévoyait l'organisation, d'une part, d'événements internes de rencontres, de réseautage, d'information et de formation (1) et d'autre part, d'événements publics (2).

1. Les événements internes

Il s'agit des Networking cocktails mensuels, des rencontres techniques autour de thèmes d'actualité lié à l'environnement économique et des rencontres semestrielles d'échanges avec les adhérents.

- **Les Networking cocktails mensuels**

Pour l'année 2012, l'organisation de ces rencontres mensuelles a connu un engouement particulier tant du point de vue de sa régularité (à l'exception du mois de congé d'août) que de l'affluence de ces participants.

En effet, des taux de participations record ont été notés à ces rencontres de réseautage, résultante de la volonté et des moyens mis à disposition de la proximité avec les adhérents de la part de l'Exécutif, traduisant le ressenti d'appartenance à la communauté des opérateurs économiques européennes au sein de sa Chambre.

- **Les rencontres techniques d'informations**

Le plan d'action prévoyait l'organisation, à l'attention des adhérents, de rencontres ponctuelles autour de thèmes lié à l'environnement économique.

A cet effet, une matinale de formation destinée aux dirigeants, Directeurs Administratifs et Financiers, Administrateurs, Secrétaires d'audit interne ou Secrétaires généraux a été organisée, le jeudi 22 novembre 2012, autour du thème: **De la gouvernance corporate à la gouvernance opérationnelle, comment**

s'assurer que l'entreprise est sous contrôle?; Formation très appréciée au regard des résultats de l'enquête de satisfaction réalisée auprès des participants (21)

2. Les événements publics

Prévue pour être trimestriels, l'organisation d'événements publics liés à l'environnement économique a connu un réaménagement dû notamment à l'agenda politique des autorités publiques.

Ainsi, l'exercice 2012 a enregistré deux événements publics :

- **Petit-déjeuner-Débat** autour du thème « l'amélioration de l'environnement des affaires en Côte d'Ivoire à travers l'évolution de l'appareil judiciaire et de la sécurité juridique » avec comme principal intervenant **le Ministre d'Etat, Ministre de la Justice, Garde des Sceaux, Jeannot AHOUSSOU**, entouré de ses plus proches collaborateurs et magistrats de renom, le 19 janvier 2012.
- **Rencontre d'échanges** avec **le Directeur Général des Impôts, Pascal ABINAN**, autour du thème « **Annexe fiscale 2012 et politique fiscale 2012-2015** » le 19 février 2012.

Ces événements ont rencontré un nombre important de participants et ont fait l'objet d'une couverture médiatique très large qui témoigne de leur succès.

C. Le dialogue permanent avec les autorités publiques et les organisations corporatistes

Ce dialogue s'est fait principalement à travers des visites protocolaires (1) et la participation à des comités et plateformes techniques de concertation Etat– Secteur Privé (2).

1. Les visites protocolaires

Les visites protocolaires et audiences ministérielles effectuées au cours de l'exercice 2012 ont été nombreuses. Les plupart des Ministres et administrations ont reçu les délégations restreintes du Comité Exécutif en audience, souvent à leur demande : **Economie et des Finances, Industrie et de la Promotion du Secteur privée, Commerce, Intégration Africaine, Environnement et Développement Durable, Energie et Mines, Construction et Assainissement, La Poste et les TIC, Promotion du Logement**..... De manière générale, les Ministres et autres responsables d'administration rencontrés ont exprimé un souhait de collaborer avec la Chambre dans le cadre de certains projets ou programmes, notamment dans le cadre de la relance économique. Chaque Délégation incluait le Responsable de la Commission concernée par l'autorité/l'organisation visitée.

Le Président de la Chambre a eu l'occasion de se présenter au Président de la République dans le cadre d'une audience privée. Le Président s'est montré fort intéressé par la Chambre et son positionnement dans l'environnement des affaires en Côte d'Ivoire et a sollicité les observations régulières de la part de la communauté des opérateurs européennes.

Aussi, des visites ont eu lieu auprès des Ambassadeurs Européens notamment ceux de l'Espagne et de la France.

Au titre du **dialogue avec le Délégation de l'Union Européenne**, des séances de travail et rencontres d'échanges ont eu lieu, notamment :

- Participation à une réunion du secteur Privé et de la société civile avec le Commissaire européen au Développement, Andris PIEBALGS (freins à l'investissement) le mercredi 18 avril 2012;
- Rencontre de réflexion sur la Programmation du 11^{ème} FED avec SEM Thierry de St Maurice le 06 juillet 2012;
- Participation au dîner donné par SEM Alassane OUATTARA, à l'occasion de la visite en Côte d'Ivoire de Monsieur Herman Van ROMPUY, Président du Conseil Européen, le lundi 06 août 2012;
- Atelier de consultation de la Société Civile et du Secteur Privé relatif à la programmation du XI^{ème} FED en présence de SEM Thierry de St Maurice le jeudi 27 septembre 2012 au CRRAE/UEMOA;
- Participation à un dîner restreint à la résidence de l'Ambassadeur de la Délégation de l'UE à l'occasion de la visite, en Côte d'Ivoire, du Président de la Commission Européenne, José Manuel BARROSO, le jeudi 24 octobre 2012;
- Rencontre de consultation d'une Délégation de l'UE conduite par Marta MIDDLEBRO

2. Les Comités et plates-formes techniques Etat – Secteur Privé

Associée aux travaux du **Comité de Concertation Etat- Secteur Privé/Ministère de l’Industrie**, la Chambre a été présente aux séances de travail techniques et aux ateliers suivants :

- Réunion du Groupe de Travail National sur les Zones Industrielles pour la validation des termes de référence relatifs au recrutement d’un consultant pour une étude économique sur les zones industrielles en Côte d’Ivoire (septembre 2012).
- Réunion du Groupe de Travail National sur le DOING BUSINESS pour la présentation de la stratégie de communication sur la réforme des indicateurs Doing Business par DIALOGUE PRODUCTION (septembre 2012).
- Réunion du Groupe de Travail National sur les Zones Industrielles pour la finalisation du projet de création d’une Unité de Police chargée de la sécurisation des Zones Industrielles de Koumassi, de Vridi et de Yopougon (novembre 2012).
- Réunion du Groupe de Travail National sur les Zones Industrielles pour la présentation aux membres du Groupe le Consultant sélectionné pour la réalisation de l’étude sur le cadre juridique et institutionnel des zones industrielles (décembre 2012).

En marge des plates-formes d’échanges Etat/Secteur privé, la Chambre entretient des relations de coopération avec les autres organisations corporatistes aux activités desquelles elle est souvent conviée.

D. Les outils de la Communication

La relation de proximité avec les adhérents a été renforcée à travers les visites effectuées par les permanents de la Chambre. Par ailleurs, plusieurs canaux ont été mis en place afin de permettre aux adhérents d’avoir accès aux différentes informations relatives aussi bien à leurs activités qu’aux activités de la Chambre.

- **Le site Internet**

Véritable outil de communication sans frontières et en continu, le site internet de la Chambre est la vitrine des activités de la Chambre, accessible partout dans le monde 24h/24h et 7 jours/7 jours. Il fait l’objet de mises à jour régulières aux fins de le rendre plus dynamique.

- **La Newsletter d’Eurocham**

Cette publication a été diffusée avec régularité depuis le mois de janvier 2012. A raison de deux numéros par mois, elle tient les membres informés des activités de la Chambre, des événements économiques, politiques et sociaux en Côte d’Ivoire, dans l’Union Européenne et dans le monde.

- **Le Trombinoscope/annuaire**

Le trombinoscope des adhérents rassemble l’ensemble des informations sur les entreprises membres de la Chambre. Régulièrement mis à jour, il est désormais disponible sur le site internet de la Chambre.

- **Les badges-adhérents**

Afin de permettre aux adhérents de s’identifier plus aisément lors des rencontres internes, se familiariser et ainsi briser les barrières, des badges-adhérents ont été confectionnés.

- **La Base de données sectorielles et statistiques des adhérents**

La base de données réalisée en 2010 et en 2011 a été mise à jour en 2012 sur la base des chiffres reçus de 82 entreprises sur les 95 que compte la Chambre (soit 86%), afin d’établir plus précisément le poids de la Chambre dans l’environnement économique et social ivoirien, notamment sur un angle sectoriel.

Il faut souligner qu’en marge de ces outils traditionnels de communication, la Chambre a développé un « service à la carte » à travers la sélection rigoureuse et la diffusion ciblée des différents types d’informations (appels d’offres, publications officielles notamment), afin d’éviter le flux massif d’informations inopportunes.